

Rapport annuel 2017

Forum Civique Européen

Faire l'expérience du monde... et devenir actif

Une histoire tout d'abord. Un vieil homme dans un village grec est assis sur un banc devant sa maison, invitant tout étranger à venir s'asseoir à sa table, lui offrant à boire et à manger, demandant à chacun de lui conter son voyage et sa contrée. Lorsqu'on demande au vieil homme s'il aurait lui aussi aimé quitter son village natal, il répond: «Non, c'est le monde qui vient à moi».

Un printemps perdu

Aux endroits où nous hébergeons les rencontres de coordination du FCE, nous avons souvent l'impression d'être ce vieil homme, en voyant le monde grâce à son hospitalité. Ces rencontres des membres et activistes du FCE ont lieu deux fois par an; en 2017 elles avaient été organisées en Suisse et en France. De nouveaux et nouvelles participant.e.s sont invités chaque année, détaillant leurs projets et leurs luttes. En mars, c'étaient les représentant.e.s de «Graines et Cinéma» (voir page 24) ainsi qu'un réalisateur égyptien racontant son engagement dans le «printemps arabe»: la fin soudaine d'un mouvement, l'incarcération ou la mort d'ami.e.s et la poursuite de son chemin de révolté avec ses films.

Montagnes insoumises

En décembre 2017, les rencontres portaient le signe de l'Europe de l'Est. Des représentant.e.s du FCE de Transcarpatie en Ukraine orientaient leur combat contre la destruction d'une réserve naturelle exceptionnelle: le massif de Svydovets, dans les Carpates. Un oligarque ukrainien veut transformer cette réserve en un énorme complexe touristique de sports d'hiver, mettant définitivement à mal l'équilibre écologique de cette région. Quelques habitant.e.s des villages et ONG ukrainiennes ainsi que des membres de Longo maï et du FCE ont créé la plateforme «#free Svydovets» et luttent contre ce projet mégalomane. Pendant la rencontre nous avons discuté de la possibilité d'une campagne internationale pour la protection de Svydovets.

Une guerre oubliée

Une représentante du «Comité pour l'aide médicale en Transcarpatie» (CAMZ) parlait de l'engagement envers les réfugiés en Ukraine. L'axe de travail central du comité, suite à la guerre, s'est recentré sur les réfugiés intérieurs, sans pour autant négliger les réfugiés internationaux, qui sont moins nombreux qu'avant. La représentante du CAMZ exprimait ses inquiétudes quant à l'annexion russe de la presqu'île de Crimée, où les minorités tartares souffrent d'une répression grandissante, et souhaite une diffusion plus large de ces informations.

La chasse aux réfugiés

En plus des militant.e.s ukrainien.ne.s, une activiste hongroise et le représentant d'un petit syndicat de travailleur.se.s de Bulgarie faisaient partie des invités. La jeune hongroise nous informait de la chasse aux réfugié.e.s à la frontière serbe, de la propagande raciste du gouvernement de Viktor Orban et du procès-spectacle contre Ahmed H., un syrien ayant accompagné sa famille dans leur fuite d'Alep, et qui a été condamné sans aucune preuve à 10 ans de prison pour «terrorisme». Une procédure de révision a eu lieu en janvier 2018, et l'assemblée décidait d'envoyer un observateur à son procès ainsi que de participer aux frais juridiques.

L'invité bulgare racontait comment son petit syndicat, avec une poignée d'activistes, parvient, dans le pays le plus pauvre d'Europe, à mettre en mouvement la lutte sociale – grâce au courage des désespérés, parfois même victorieuses pour les travailleur.se.s exploité.e.s.

Hospitalité

Recevoir des invités vivant dans des conditions bien plus difficiles qu'ici en Europe de l'Ouest représente un défi compliqué envers nous-mêmes. Nous nous demandons ainsi si nous agirions avec le même courage et la même dignité dans leur situation, et ces rencontres sont incroyablement enrichissantes, voire vitales, pour qu'un réseau tel que le FCE avance. C'est grâce à notre ouverture et notre hospitalité que nous faisons l'expérience du monde – à l'image du vieil homme dans son village grec.

Nous souhaitons que sa sagesse atteigne davantage nos concitoyen.ne.s que les discours sordides des politiciens d'extrême-droite, mis en lumière en 2017, et nous nous battons pour cela.

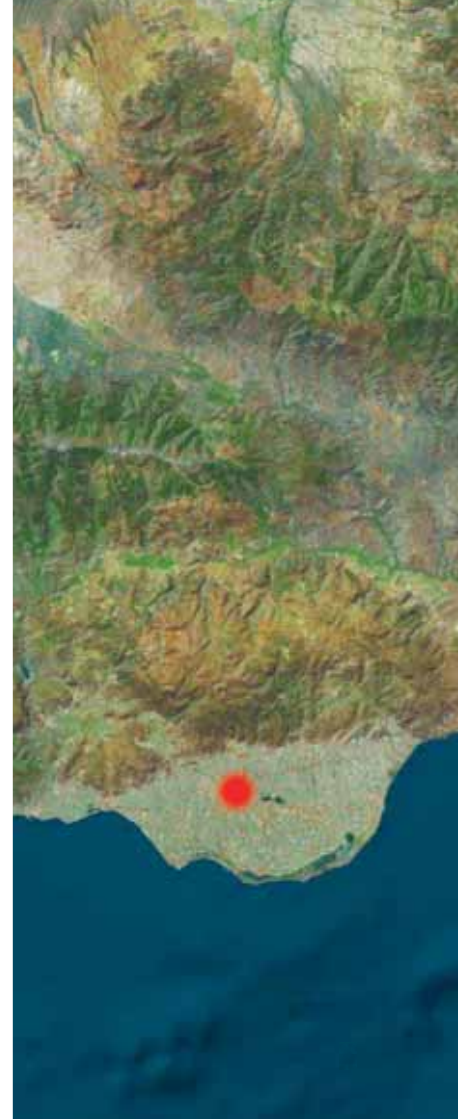
Migration et exploitation

Alors que les problèmes environnementaux s'aggravent, la «mer de plastique» d'El Ejido reste le principal centre de production industrielle de légumes. Celle-ci repose sur une exploitation impitoyable d'êtres humains sans défense. Les conditions de travail y sont si insupportables que, même en temps de crise, aucun espagnol ne veut y travailler. Dans les serres, les travailleurs journaliers sont très souvent des réfugiés et des sans-papiers. En Europe ils ne trouvent pas la paix si ardemment souhaitée mais l'exploitation, la contrainte et l'escroquerie aux salaires.



El Ejido

En l'an 2000, les exactions racistes contre les travailleurs venant du Maroc ont fait un temps la une des médias. Le FCE a organisé des délégations internationales qui se sont rendues sur place. Grâce à ces actions, le thème de l'esclavage moderne dans l'agriculture industrielle a trouvé un écho dans l'espace public. Les nombreux soutiens du FCE en Suisse ont également permis au SOC, syndicat d'ouvriers agricoles, de mettre en place trois centres d'aide et d'accueil. Jusque-là il n'y avait, dans le centre d' El Ejido, aucun lieu proposant une aide juridique ou tout simplement du réconfort pour les marocains. La ségrégation quotidienne entre les habitants et les nord-africains était omniprésente. Les accidents de travail, l'arbitraire et les actes de violences demeuraient insoupçonnés. Face à des mesures gouvernementales toujours plus répressives, les migrants doivent vivre cachés. Et, en tant que sans-droits, ils et elles sont souvent exploités et sous-payés.



Aide à l'entraide

En 2017, grâce au soutien du FCE, le SOC a organisé des cours de langue ainsi que des sessions de travail apportant informations et explications dans les trois centres d'aide et d'accueil d'El Ejido. Un des axes essentiels du SOC est le travail sur le terrain, au beau milieu de la «mer de plastique». Les infatigables collaborateurs du SOC se rendent à l'improviste dans des entreprises et font connaître aux travailleurs leurs droits. En collaboration avec la fondation allemande Rosa-Luxemburg, le SOC a fait publier une brochure destinée aux nouveaux arrivants. Le syndicat andalou dispose également d'une avocate qui plaide la cause des travailleurs exploités lors des

procès. L'été dernier, saison moins intensive dans la «mer de plastique», le SOC a organisé plusieurs cours de formation et de perfectionnement afin de mobiliser de nouveaux collaborateurs. Le séminaire «Mediación Sindical» a permis de transmettre le doigté, les savoir-faire et les techniques nécessaires pour combattre l'esclavage et la détérioration des droits humains quotidiens qui sévissent aussi bien dans les serres que dans les entreprises d'emballage.

L'exemple de l'entreprise «Juárez y Maldonado SL» est probant: à maintes reprises, les 22 employés n'ont pas reçu leurs salaires dans leur intégralité et les heures supplémentaires n'ont pas été comptées. L'entreprise n'a pas daigné faire suite aux trois tentatives de négociation proposées par les salariés. Ils ont donc constitué un piquet de grève. Ce n'est qu'après avoir totalement arrêté le travail, en mars 2017, que l'entreprise a cédé.



«Lutter pour nos droits ce n'est pas un crime»



Dignité et tolérance

Le racisme structurel demeure très important encore aujourd'hui : une jeune femme d'origine marocaine appelle le 112 et les pompiers à l'aide. Son père souffre d'une réaction allergique à un médicament contre la maladie de Parkinson. Cependant ce ne sont pas les secours qui arrivent mais bien la Guardia Civil. Les hommes en uniformes y s'en sont pris à l'homme, le jetant au bas du lit et le frappant à la nuque. L'homme succombé à ses blessures. La police a invoqué la légitime défense malgré les nombreux témoignages des voisins. Ces personnes en colère se sont dirigées vers le local du SOC où ils se sont réunis pour réfléchir et échanger. Deux semaines plus tard, ils ont organisé une marche de deuil et de protestation contre la violence et l'intolérance.

Terre et liberté



Encore aujourd'hui, l'Andalousie pâtit d'une distribution très inégale des terres, héritage des temps de la Reconquista. Les immenses Latifundia d'autrefois ont été transformées en des zones agricoles extrêmement spécialisées. Par exemple, les oliviers se succèdent sans interruption de Jaén à la «mer de plastique» d'Almeria. Les monocultures sans fin et l'utilisation massive des herbicides et des pesticides concourent à l'aggravation sans précédent des problèmes écologiques et sociétaux. De plus, le fort taux de chômage est amplifié par la progressive mécanisation du travail.

Le SOC était et est le seul syndicat en Europe à prendre en considération toutes les dimensions sociales que pose le problème de la terre et à demander une vraie réforme agraire. Le prix pour ce combat est élevé: des mois d'emprisonnement et des amendes faramineuses. Avec le courage du désespoir, le SOC occupe encore et toujours des terres en friche, propriétés de grands latifundiaires, de grandes multinationales ou de banques.



Le domaine de «Cerro Libertad» (Colline de la liberté), occupé et cultivé par le SOC, qui devrait faire vivre dix familles. Une délégation du FCE a participé à la récolte des olives en automne 2017.

Un espoir contre le chômage

En 1976, le SOC occupe pour la première fois deux mille hectares de terre sous le cri de ralliement «Tierra y Libertad». De cette occupation est née la coopérative Marinaleda. Aujourd'hui, c'est la Finca Somonte qu'ils tentent de mettre en valeur. Occupée depuis 2012 et malgré plusieurs expulsions, cette terre est toujours cultivée.



«La terre rare pour ceux qui la cultive»

Des occupant-e-s avec la délégation du FCE en automne 2017

Début avril 2017, près de 200 activistes ont occupé un domaine de 65 hectares d'oliviers dans les environs de Jaén: «Cerro Libertad» (la colline de la liberté). La Finca appartient à une grande banque espagnole, la BBVA. La banque a laissé les plantations en friche, mais elle percevait des subventions. Le SOC souhaite y fonder une coopérative permettant à une dizaine de personnes d'en vivre. En lieu et place d'une monoculture d'oliviers, ils désirent y élaborer une agriculture diversifiée et selon des critères écologiques.

Le FCE a soutenu financièrement ce projet. De plus, le FCE a organisé une délégation internationale qui s'est rendue sur place pour la récolte des olives, en novembre 2017. Cela a permis de s'entraider, de se connaître et de créer des liens pour une solidarité internationale.



Exode et exil

Au Sahara et en mer Méditerranée, le repli sur soi de l'Europe cause chaque année la mort de milliers de personnes à la recherche d'un lieu où se réfugier. Sur le chemin de l'exode, les hommes et les femmes sont exposés à une exploitation sans merci. Les femmes sont souvent victimes d'agressions sexuelles. Ces êtres humains ont besoin de protection alors même que les frontières de la forteresse Europe avancent constamment vers le sud, en Afrique.



Depuis toujours, les Alpes ont été un lieu de refuge pour les résistants et les opprimés. Aujourd'hui, de Vintimille à Brenner (Autriche) en passant par Chiasso, ces montagnes sont exploitées en tant que dernier verrou de cette forteresse Europe. Le FCE soutient activement les personnes et les initiatives qui cultivent la solidarité par-delà les frontières.



Hospitalité

Partout en Europe des villages meurent. Il en va autrement pour d'autres, comme la petite commune de Riace en Calabre. Depuis 1999 elle accueille des bateaux de migrants. Dès le début le FCE a soutenu cette initiative. Mais la situation générale en Italie pour les réfugiés est désastreuse. Ils sont nombreux à être sans abri et menacés d'expulsion. Ils souhaitent chercher protection en France. Ils tentent de passer depuis Vintimille par la vallée de la Roya de l'autre côté de la frontière. En chemin ils reçoivent l'aide de la population locale. Des habitant.e.s courageux les emmènent plus loin en voiture. La même chose se passe dans les Alpes près de Briançon.

Le FCE a soutenu la création d'un réseau de solidarité avec des groupes, des individus et des communes entre Vintimille, Nice, Marseille, la Haute-Provence et les Alpes. L'État français essaie de criminaliser cette assistance de profonde humanité. Durant l'année 2016, le FCE a apporté son aide aux personnes engagées accusées de «délit de solidarité», et a fourni aux migrants une aide juridique, financière et humaine.



La «Marche pour la Dignité et les Droits de l'Homme» a sillonné la Suisse d'octobre à décembre 2017 pour réclamer une politique d'asile plus ouverte. Jeunes et vieux, locaux et réfugiés: un mélange coloré à l'arrivée à Bâle. Le FCE a pris en charge l'hébergement et apporté un soutien plus large.

Un refuge entre le désert et la mer

Des lectures pour soutenir les plus vulnérables

En mai 2017, le FCE a invité Emmanuel Mbolela pour une tournée d'une semaine de présentation de son livre en France. Peu de temps auparavant, son livre «Réfugié» est sorti en France. La version allemande est parue en 2014 aux éditions Mandelbaum et ce sont des collaborateurs du FCE qui en ont fait la traduction française. Des versions en italien et en hollandais sont en cours.

Les présentations publiques ont eu lieu dans sept villes françaises dont Lyon, Grenoble, Marseille et Aix-en-Provence. Les lectures dans le milieu scolaire ont été particulièrement impressionnantes. Elles ont permis d'apporter aux élèves une information différente de celle, remplie de stéréotypes et de propos racistes envers les réfugiés, véhiculée par les grands médias.



Les enfants comme les adultes ont été subjugués par la façon toute personnelle qu'a Emmanuel Mbolela de raconter son histoire: d'abord son engagement politique au Congo qui l'a contraint à prendre le chemin de l'exil; six ans de «voyage» à travers l'Afrique, le racket aux frontières, le braquage dans le Sahara. Puis le travail au noir pour financer la prochaine étape de son périple. Et enfin, le cul-de-sac marocain où il est resté quatre ans. Ses expériences sont un exemple parmi les milliers qu'ont vécu et que vivent les réfugiés et les migrants qui se voient refuser l'accès à l'Europe.

En octobre 2017, en partenariat avec Solifonds et Solidarité sans Frontières, le FCE a organisé, deux semaines durant, des lectures du livre d'Emmanuel Mbolela à travers toute la Suisse.



Les bénéfices de la vente du livre «Réfugié» et des collectes pendant les lectures seront directement reversés au projet de création de maisons d'hébergement pour les femmes migrantes à Rabat, au Maroc.

Venant de différents pays d'Afrique à travers le Sahara, les femmes qui cherchent à atteindre l'Europe subissent des atrocités sans nom durant leur périple. En effet, les femmes sont beaucoup plus exposées à la violence que les hommes. Quand elles arrivent enfin au Maroc, dernier pays avant l'Europe, elles n'ont nulle part où dormir, ainsi la violence et l'exploitation continuent.

Baobab, la première «maison d'hébergement pour migrantes» de Rabat, a vu le jour en février 2015. C'est l'ARCOM (association des migrants congolais et des demandeurs d'asile au Maroc) qui a pris en charge sa location. La maison comprend trois appartements pouvant accueillir dix femmes chacun. Mais la demande est énorme. Le FCE soutient ce projet et travaille en étroite collaboration avec ses initiateurs à son développement.

La maison d'hébergement s'occupe également de la scolarisation des enfants accompagnant leurs mères dans l'exode.



Dans une salle-bibliothèque, les enfants reçoivent des cours de soutien scolaire et les femmes peuvent prendre des cours d'alphabétisation. Certaines d'entre elles ne savent ni lire ni écrire alors que ces savoirs sont indispensables à leur intégration dans la société.

Le Prix suisse des droits humains «Alpes ouvertes»

L'été 2016 a vu des centaines de personnes venant d'Erythrée, d'Ethiopie et d'autres pays africains camper dans le parc public en face de la gare San Giovanni à Côme (nord de l'Italie). La majorité d'entre eux, dont de nombreux mineurs non-accompagnés, souhaitaient passer par la Suisse afin de rejoindre l'Allemagne où la plupart ont de la famille. Mais ils étaient systématiquement refoulés à la frontière italo-suisse.

Une députée tessinoise, Lisa Bosia Mirra, qui, accompagnée des nombreux bénévoles de l'association «Firdaus», a régulièrement apporté des repas aux migrants du parc de Côme, s'est indignée du refoulement scandaleux que ces personnes subissent. Elle a personnellement conduit des réfugiés à la frontière de Chiasso.

Photo: Claudio Fontana



A Côme, le père Don Giusto della Valle et son initiative «Progetto Accoglienza Rebbio» ont accueilli dans leur paroisse de San Martino du quartier de Rebbio des mineurs non-accompagnés pour qu'ils y reçoivent un toit, un repas chaud et de l'affection.

En reconnaissance et en remerciement pour leur incroyable engagement, le prix «Alpes ouvertes» a été décerné en 2017 à Don Giusto et son initiative «Progetto Accoglienza Rebbio» et à Lisa Bosia Mirra et son association «Firdaus».



Le prix suisse des droits humains «Alpes ouvertes» a été créé par l'abbé Kornélius Koch (1940-2001) et est doté de 12.000 francs que se partageront les deux lauréats de l'année 2017. Le FCE a soutenu le «Cercle des amis de Kornélius Koch» lors de l'organisation de cet événement qui a réuni des personnes de toute la Suisse et du nord de l'Italie.

La lauréate de l'année 2012, l'ukrainienne Natacha Kabatsiy du «Comité d'aide médicale de Transcarpatie» a pris la parole cette année pour dénoncer les conséquences catastrophiques de la forteresse Europe pour les réfugiés et pour son pays aux frontières ouest de l'Europe. Elle a appelé la Suisse à ne pas suivre la politique européenne de refoulement.

Jacques Gaillot, évêque de Partenia venu de Paris, a, dans son discours, rappelé que «quels que soient le pays, la culture ou la religion, nous sommes avant tout des êtres humains».



A gauche: l'évêque Gaillot et Don Giusto à la frontière



L'été 2015, choquée par la fin brutale des «printemps arabes» et l'immense souffrance de la population civile syrienne, une jeune initiative française, du nom de «Graines et Cinéma» s'est décidée à passer à l'action.

Une perspective pour les réfugiés

Grâce à leurs contacts proches avec un cinéma ambulancier et le FCE, ils ont contacté des réalisateurs de films syriens et commencé une tournée pendant 6 mois en France. «Autonomie et alimentation en temps de guerre et d'oppression» étaient les thèmes présents à chaque projection. Les contacts avec des projets maraîchers dans les villes assiégées ont clairement établi qu'il n'y avait quasiment plus de semences de variétés fixées. Le régime du Baath utilisait déjà avant 2011 l'agriculture hyper industrialisée comme moyen pour opprimer et régenter son propre peuple. Les paysans en révolte pouvaient se voir purement et simplement confisquer les graines pour leurs prochains semis. En plus de la sensibilisation, le principal objectif de cette tournée en France et dans d'autres pays européens était de collecter des dons de semences et de les amener au Liban via la Turquie. Ces semences devaient être multipliées et parvenir ensuite à des paysans syriens.



Un an plus tard, le premier transport a pu atteindre un camp de réfugié dans la vallée de Bekaa à proximité de la frontière syrienne. Des jardins y ont été installés avec des réfugiés. Cette année, la surface cultivée s'est agrandie de 2000m² loués pour dix ans et des stages de formation et de perfectionnement



autour des thèmes de l'agriculture et de la transformation y sont proposés. Les cours ont rassemblé l'été dernier plus d'une centaine de participants syriens, libanais et européens. Un lieu a été créé dans lequel il y a la place pour la transmission de toute sorte de savoir et de savoir-faire. Beaucoup de réfugiés engagés dans le projet étaient auparavant paysannes et paysans; l'un

d'eux a pu sauver sa collection de roses de Damas et continue à présent à les reproduire.

La région est marquée par l'agriculture industrielle et beaucoup de réfugiés travaillent dans de très mauvaises conditions. Construire des alternatives sur place et permettre la formation reste le point central. Le FCE soutient depuis ses débuts «Graines et Cinéma» logistiquement et financièrement.



Des familles déchirées, le deuil des morts ou des disparus et l'absence de perspectives d'avenir sont le sort de tous les migrants. La situation reste précaire, la guerre est omniprésente. La construction au moyen de techniques traditionnelles d'une maison collective pour les semences et les formations donne l'espoir d'un retour à la paix.

Fondements de la vie & autonomie

L'humanité sous perfusion des supermarchés. Les paysans accrochés à la chimie. Des multinationales agrochimiques commercialisent des produits hautement toxiques, à l'origine de maladies, de morts et de dégâts permanents sur l'environnement. Le parfait exemple en est Monsanto. L'initiative civile «Tribunal Monsanto» est déterminée à ce que l'entreprise soit traduite en justice.



Tribunal international Monsanto à La Haye 2016 / 2017

Le Tribunal s'est déroulé à la Haye en octobre 2016. Un jury composé de cinq juges renommés, venant de différents continents, a écouté les déclarations de 30 témoins – victimes et experts. Parallèlement lors de la «People's Assembly», 750 personnes de 30 pays étaient présentes et ont présenté leurs initiatives pour les Droits de l'homme et pour l'environnement. Le FCE a organisé une délégation suisse de 20 personnes.

Ont été examinés:

- Le droit à l'alimentation
- Le droit à la santé
- La liberté d'expression et liberté de recherche académique
- La complicité de crimes de guerre
- Le crime d'écocide

Le 18 avril 2017, les cinq juges ont transmis leurs rapports sur les activités de l'entreprise dans une session publique à la Haye. Ils ont soumis un document bien fondé juridiquement et sont arrivés à la conclusion que Monsanto transgresse de manière grave les droits universels cités ci-dessus et que, si ces délits sont avérés, Monsanto est coupable d'écocide.

L'expertise¹ donnée par le Tribunal contient une analyse juridique des questions posées et, dans l'intérêt d'un développement continu de la protection des Droits de l'homme internationaux

¹ L'expertise complète sur: www.monsanto-tribunal.org



CANFIELD, OHIO, USA

MATHIEU ASSELIN

et du droit international de l'environnement. Elle ne se fonde pas seulement sur le droit international applicable, mais aussi sur les normes juridiques futures, comme par exemple l'écocide. Le texte finit par un appel, dans lequel le Tribunal invite les acteurs non gouvernementaux en relation avec la protection des Droits de l'homme à se responsabiliser. Il est temps que les sociétés multinationales soient reconnues en tant que personne juridique et sanctionnées en conséquence lors de violations des Droits de l'homme. Le rapport juridique encourage les instances gouvernementales à protéger efficacement les Droits de l'homme et l'environnement contre certaines activités criminelles de sociétés transnationales. Le FCE exige après la consultation en 2016 du président de l'époque Johann Schneider-Ammann une interdiction immédiate

en Suisse du Roundup, l'herbicide cancérogène de Monsanto, et du glyphosate, son principe actif. La réponse du président de l'époque était scandaleuse : «Les conclusions actuelles montrent qu'il n'y a aucune preuve scientifique pour croire que l'utilisation du glyphosate dans l'agriculture est un problème pour la santé».

Le principe de précaution est ainsi bafoué et la menace pour la santé des hommes et des animaux acceptée. C'est pourquoi le FCE s'est de nouveau hissé en septembre 2017 dans les plus hautes sphères du pouvoir d'Etat, cette fois avec une campagne par lettre adressée à la présidente Doris Leuthard.

Dans le canton du Jura, le comité «Stop Roundup» a émergé et souhaite imposer l'interdiction des herbicides dans le canton et inspirer d'autres cantons.





Écocide

En septembre, le FCE publie la brochure «Écocide – les multinationales inculpées». Le Tribunal Monsanto, mais surtout les victimes de la société civile, devraient ainsi devenir plus visibles publiquement. Le préambule est rédigé par Dick Marty, du Tessin, ancien conseiller d'Etat.

La brochure peut être commandée pour 15 francs suisses ou à un prix solidaire de 50 francs suisses au FCE, afin d'étendre la campagne pour l'interdiction du Roundup et aider les victimes à déposer plainte chez eux contre Monsanto. Le rapport juridique du Tribunal Monsanto sert de base pour cela. Un paysan au Sri Lanka, au Burkina Faso ou en Argentine ne pourrait jamais se permettre un procès contre Monsanto. Les victimes ont besoin de protection juridique, politique et financière.

Les semences – un bien commun

Produire ses propres semences, c'est un premier pas vers l'autonomie alimentaire et une contribution essentielle à la conservation de la biodiversité. Le film pédagogique «Semences buissonnières» est conçu pour soutenir toutes les initiatives mondiales ayant trait aux semences. Il apporte également les connaissances botaniques de base permettant la production de semences. Il s'adresse à tous ceux qui veulent apprendre comment multiplier leurs semences de légumes. De nombreuses méthodes pour la culture, la récolte, le nettoyage et le stockage des semences y sont présentées.

Les 4 DVD décrivent les diverses manipulations et méthodes employées au cours de la culture, de la récolte, du tri et du stockage des graines. Le FCE a accompagné et soutenu la genèse et la production du film. Après trois ans de travail, les versions allemande, française et anglaise ont pu être présentées en septembre 2015.

En 2017, le FCE a publié une version en espagnol (Amérique latine) et en portugais (Brésil). Une version en arabe est en cours d'élaboration, celle-ci ne paraît pas en DVD, mais sera à disposition sur le site du film.

1ère édition en allemand, anglais et français
2ème édition en espagnol, portugais et anglais.

Un coffret 4 DVD, Durée de chaque édition: 436 min.

Prix: 58 CHF (envoi inclus), 50 euros pour l'Europe, 50 dollars pour les USA et Canada. Pour l'Amérique latine le prix n'est pas encore fixé.

www.seedfilm.org
info@seedfilm.org





Tout autour du globe des multinationales détruisent nos bases de vie. Les coupes rases et les monocultures d'arbres génétiquement modifiés remplacent les forêts. Les mines contaminent des régions entières et les réserves d'eau fossile. Les structures sociales constituées sont privées de leurs fondements, des cycles de vie sont irrémédiablement brisés. Il ne s'agit plus seulement de protéger l'environnement, il nous faut reconquérir nos bases de vie.

Des alternatives contre les coupes rases

Pour produire de la biomasse, des forêts naturelles de feuillus sont transformées en plantations de conifères. L'ancienne forêt y est remplacée par de longues lignes de petits plants nourris par des fertilisants et des herbicides. De nombreuses forêts et zones humides d'Europe sont touchées par les coupes à blanc. Ces régions sont drainées puis replantées. Ainsi se perd ce que les forêts apportent à la population: protection contre les inondations, apport d'eau potable, lieu de vie pour une faune et flore très spécifique.

Pour montrer qu'une alternative est possible, le FCE France a participé à la création du RAF (Réseau pour les Alternatives Forestières), qui s'engage pour une exploitation pérenne et respectueuse des forêts.

Les stages de perfectionnement ont continué cette année et un important travail d'information a été réalisé.

La manifestation du 5 février, co-organisée par le FCE, à Gardanne dans le sud de la France fut un grand succès malgré la pluie diluvienne. Près de mille personnes ont protesté contre le projet de centrale biomasse que l'entreprise «Uniper» (anciennement E.On) veut implanter dans cette ville ouvrière non loin de Marseille. Cet exemple d'aberration écologique, soit l'incinération de forêts entières pour produire de l'électricité, est actuellement une des plus vilaines dérives du domaine des énergies dites renouvelables. Afin de se mettre en réseau au niveau international, le FCE a participé à la conférence «Big Bioenergy Meeting» du 9 et 10 février à Bruxelles.

Nos publications



Ecocide - Les multinationales inculpées

FCE, Bâle 2017

120 pages

CHF 15.-

CHF 50.- Prix de solidarité en soutien à la campagne



Emmanuel Mbolela:

RÉFUGIÉ

Une odyssée africaine

Éditions Libertalia 2017,

264 pages

15 CHF



Semences buissonnières

1ère édition en allemand, anglais et français

2ème édition en espagnol, portugais et anglais.

Un coffret 4 DVD, Durée de chaque édition : 436 min.

Prix: 58 CHF (envoi inclus), 50 euros pour l'Europe, 50 dollars pour les USA et Canada. Pour l'Amérique latine le prix n'est pas encore fixé.

ARCHIPEL

Zeitung des Europäischen BürgerInnenforums

Archipel le mensuel du Forum Civique Européen

Depuis septembre 1993, Archipel paraît onze fois par an en allemand et français avec un tirage d'environ 5'000 exemplaires. Il est diffusé en partie par abonnement en Allemagne, Autriche, France et surtout en Suisse. De plus, Archipel est envoyé gratuitement à des contacts du FCE en Europe de l'Est, Afrique, Asie et en Amérique latine, qui ne peuvent se permettre de payer un abonnement. Archipel informe des activités du FCE, d'autres groupes ou individus, présente des reportages sur l'actualité politique, mais aussi des réflexions sur l'histoire et la philosophie.

**Vous trouvez les archives d'Archipel sous:
www.forumcivique.org**

Dons

Solidarité à long terme grâce aux contributions régulières

Le FCE se veut solidaire dans des situations d'urgence, mais aussi promoteur de projets pérennes. Il a pour ambition d'initier des changements à long terme. En privilégiant l'auto-organisation et en mettant en réseau les initiatives émancipatrices, nous espérons faire des petits pas vers l'utopie d'un monde plus juste. Ce travail n'est possible que grâce au soutien de nombreux donateurs et donatrices. Pour rester indépendant, le FCE se finance essentiellement par des dons privés. Avec vos dons vous aidez à diffuser des informations, à envoyer des délégations d'observation dans des zones de tension, à soutenir la création et le fonctionnement de structures d'accueil pour les sans-papiers et migrant-e-s ainsi que l'assistance juridique aux personnes nécessiteuses.

Le soutien avec des ordres de paiements réguliers par la poste (DD) ou la banque (LSV) ne génère aucun frais, ni à vous, ni à nous. A chaque débit, vous serez informé par votre banque ou la poste et il est à tout moment possible d'annuler le soutien par une simple signature.

Soutien financier:

Dons en CHF:

PC 40-8523-5

IBAN: CH24 0900 0000 4000 8523 5

BIC : POFICHBEXXX

Pour les virements en euros:

Compte auprès de la banque cantonale de Bâle:

BKB-EURO-KONTO

IBAN: CH56 0077 0016 5490 9272 8

BIC : BKBBCHBBXXX

Contacts FCE

Suisse:

Forum Civique Européen
St.Johanns-Vorstadt 13
CH-4001 Bâle
Tel.: +41-61-262 01 11
E-Mail: ch@forumcivique.org

Autriche:

Hof Stopar
Lobnik 16
A-9135 Železna Kapla/ Eisenkappel
Tel.: +43-42 38-87 05
Mühle Nikitsch
Berggasse/Travnik 26
A-7302 Nikitsch/Filež
Tel.: +43-650/34 38 378
E-Mail: at@forumcivique.org

Allemagne:

Hof Ulenkrug
Stubbendorf 68
D-17159 Dargun
Tel.: +49-399 59-20 329
E-Mail: de@forumcivique.org

Ukraine:

Vul. Borkanyuka 97
UA-90440 Nizhne Selishche
Khust, Zakarpattia
E-Mail: ua@forumcivique.org

www.forumcivique.org

France:

Hameau de St-Hippolyte
F-04300 Limans
Tel.: +33-492 73 05 98
E-Mail: fr@forumcivique.org

Roumanie:

Joachim Cotaru
Str. Bisericii 234
RO-557168 Hosman (SB)
E-Mail: ro@forumcivique.org

Forum Civique Européen
St.Johanns-Vorstadt 13
Postfach 1848
CH-4001 Bâle
Tel.: +41-61-262 01 11
E-Mail: ch@forumcivique.org

civique
forum!.org